Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences religieuses

Résumé des conférences et travaux

126 | 2019

Annuaire de l'EPHE, section des Sciences religieuses
(2017-2018)

Romanité chrétienne et sources du droit moderne

Justitia et Misericordia dans les œuvres des décrétistes et décrétalistes (XII^e-XV^e siècles)

Laurent Mayali

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/asr/2852>

DOI : 10.4000/asr.2852

ISSN : 1969-6329

Éditeur

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Édition imprimée

Date de publication : 15 septembre 2019

Pagination : 337-340

ISBN : 978-2909036-47-2

ISSN : 0183-7478

Référence électronique

Laurent Mayali, « *Justitia et Misericordia* dans les œuvres des décrétistes et décrétalistes (XII^e-XV^e siècles) », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences religieuses* [En ligne], 126 | 2019, mis en ligne le 23 septembre 2019, consulté le 07 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/asr/2852> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/asr.2852>

Tous droits réservés : EPHE

Romanité chrétienne et sources du droit moderne

Laurent MAYALI

Directeur d'études

Justitia et Misericordia dans les œuvres des décrétistes et décrétalistes (xii^e-xv^e siècles)

NOUS avons consacré le séminaire des deux dernières années à l'examen de la transformation institutionnelle du dualisme justice/miséricorde et de la transposition de ces vertus chrétiennes dans la doctrine médiévale de la juridiction ecclésiastique qui est développée dans les gloses et les commentaires au Décret de Gratien et aux décrétales (*Liber Extra* et *Liber Sextus*) entre les douzième et quatorzième siècles (Décret de Gratien Distinction 86 c. 19 : *Misericordia est plenitudo virtutum. Idest tunc apparet homo virtutibus perfectus cum misericordiam pretendit, vel negative intelligatur : non apparet perfectus nisi sit misericors*). Le renvoi à la dichotomie justice/miséricorde n'est pas propre au droit canonique. Elle s'inscrit dans la longue tradition biblique qui distinguait ces quatre vertus – avec la Vérité et la Paix, les quatre filles de Dieu – dans l'économie de rédemption chrétienne et la perspective du jugement dernier¹. Mais, à partir du onzième siècle, tant dans le prologue aux compilations du canoniste Yves de Chartres que dans le recueil *De Misericordia et Justicia* d'Alger de Liège², nous pouvons discerner l'essor d'une doctrine juridique qui attribue à la justice et à la miséricorde une fonction proprement institutionnelle dans le gouvernement de l'Église et sa juridiction dans la société chrétienne. Les résolutions spirituelles et temporelles des papes réformateurs du onzième siècle avaient créé de nombreux défis pour l'Église et ses clercs. La restauration de son autorité spirituelle et de la discipline religieuse nécessitait le renforcement des institutions ecclésiastiques par l'expression conjointe de leur mission pastorale et judiciaire, qui se traduira dans l'expression d'un nouveau rapport entre justice et miséricorde (Gratien, D. 45 c. 10 Dist 45 c. 10 : « *Iuste iudicans misericordiam cum iusticia seruat* »).

Ce processus de transfert institutionnel illustre le rôle unique tenu par les canonistes médiévaux comme traducteurs des valeurs chrétiennes dans le langage du

-
1. « Justice et miséricorde : discours et pratiques dans l'Occident médiéval », textes réunis par C. VINCENT, *Cahiers de l'institut d'anthropologie juridique* 43 (2015), 309 p.
 2. R. KRETZSCHMAR, *Alger von Lüttichs Traktat "De misericordia et iusticia". Ein kanonistischer Konkordanzversuch aus der Zeit des Investiturstreits*, Sigmaringen 1985, 411 p. Libro I, cap. 1, 2, y 3.

droit. L'histoire de l'essor de la science juridique et de l'enseignement des droits romains et canoniques est maintenant bien connue. Mais l'accent mis sur l'enseignement des premiers professeurs de droit civil a trop souvent occulté l'importance des décrétistes et décrétalistes dans la diffusion des doctrines juridiques. Les canonistes médiévaux n'ignorent pas les tensions entre la mission pastorale du clergé et la gestion légale des affaires temporelles de l'Église. D'où leur désir de concilier ces exigences dans la définition d'un droit canonique qui, d'une part, réconcilie la raison juridique du droit romain avec la foi chrétienne et s'efforce, d'autre part, d'harmoniser le rôle du confesseur et la fonction du juge dans l'économie du salut. C'est dans cette double perspective judiciaire et institutionnelle que la notion de miséricorde comme l'une des quatre vertus divines se distingue progressivement d'autres notions comparables de bienveillance (*benivolentia*), de bénignité (*benignitas*), d'indulgence (*mansuetudo*) et de compassion (*miseratio*).

Les textes rassemblés dans le Décret de Gratien offrent à leurs exégètes l'occasion de distinguer entre les divers usages de ces termes qui traduisent les nuances de la *caritas* chrétienne. C'est ainsi que la bienveillance est opposée à la sévérité dans une lettre du pape Grégoire aux évêques de Gaule et d'Allemagne, et le résumé qu'en donne Gratien dans son *dictum ante* « *Non severitate sed benivolentia subditos prelati corripiant* ». Il importe de noter qu'à cette occasion, Johannes Teutonicus, l'auteur de la glose ordinaire au Décret, explique ce passage en substituant à l'opposition bienveillance/sévérité celle plus compréhensible pour les juristes de miséricorde/justice³. L'interprétation proposée par la glose ordinaire était suggérée par Gratien dans son résumé d'un canon du concile d'Ancyre sur les clercs adorateurs d'idoles. Mais ici, Gratien souhaitait souligner la différence de traitement entre criminels et pénitents dans une pensée probablement plus théologique que juridique. Un second texte extrait par Gratien de la lettre d'Augustin à Pollentius sur les époux infidèles souligne la différence entre ce qui est légal au sens de la justice, mais ne peut l'être si on fait simplement preuve de bienveillance. Cette exégèse attentive des textes canoniques conduit progressivement à considérer la dichotomie justice/miséricorde comme le principe normatif qui gouverne l'exercice de la juridiction ecclésiastique⁴.

D'autres références aux diverses expressions de la *caritas* sont comprises comme illustrations de comportements ou d'attitudes moralement méritoires. Par exemple, la bénignité est associée à l'indulgence et s'oppose à la rigueur de la discipline sans la rejeter. L'opposition de ces modèles de comportement se résout dans la recherche d'une harmonie de dissonances qui illustre, comme l'a observé Stephan Kuttner, la pensée canonique dans la seconde moitié du XII^e siècle.

Le mouvement doctrinal qui se développe à partir du milieu du douzième siècle, s'applique en premier lieu à déterminer si la miséricorde est une condition nécessaire et obligatoire de la validité de toute décision de justice. Dans une lettre adressée aux évêques de la Gaule recueillie par Gratien, le pape Calixte avait exhorté ces

3. *Glossa ordinaria* au Décret D. 45 c 4 *Expectandi*.

4. Décret de Gratien, C. 28 q. 1 c. 9.

derniers à rejeter toute forme de procès qui interdirait le recours à la miséricorde⁵. Le pape affirmait ainsi que tout jugement contraire à cette vertu devait être rejeté. Cette opinion donne lieu à deux interprétations selon que la miséricorde se situe au sein du système juridique, ou plus simplement dans un ordre normatif qui lui serait extérieur. Dans le premier cas, la miséricorde joue un rôle similaire à celui d'une *Grundnorm* comme validation juridique d'une décision prise conformément au droit en vigueur. Dans le second cas, le recours à la miséricorde constituait la sanction morale ou métajuridique d'un jugement conforme à l'idéal chrétien. La reconnaissance de cette alternative ne facilitait pas la tâche de canonistes déterminés à concilier pastorale et justice ecclésiastique dans le gouvernement de la société médiévale.

Cette exigence imposait de distinguer les jugements qui interdisent le recours à la miséricorde lors d'un procès de ceux qui n'y font aucune référence. La miséricorde est avec la rigueur l'un des éléments constitutifs de la validité des jugements mais ne joue pas de rôle métajuridique en tant que référence légitimatrice de l'ordre juridique. C'est dans la personne du juge et dans l'acte de juger que ces deux vertus sont précisées par les règles de la procédure romano-canonique (Glose ordinaire au Décret : « *Sed qualiter istud stare potest quod iudex habeat misericordiam et rigorem ?* »).

Cette construction juridique permet aux canonistes d'associer la miséricorde pastorale à la rigueur judiciaire. L'exégèse d'un texte emprunté par Gratien aux *Moralia* de Grégoire fournit l'occasion de préciser cette doctrine (*Omnis, qui iuste iudicat, stateram in manu gestat; in utroque penso iusticiam et misericordiam portat; sed per iusticiam reddit peccatis sententiam, per misericordiam peccati temperat penam, ut iusto libramine quedam per equitatem corrigat, quedam vero per miserationem indulgeat*)⁶. Dans sa brève introduction de ce passage, Gratien souligne que « juger équitablement, c'est préserver la justice avec la miséricorde ». Ce résumé concis ne reflète que partiellement les arguments présentés par Grégoire. Le futur pape observait que tous ceux qui jugent avec justice tiennent en mains une balance en équilibre dont les deux plateaux sont la justice et la miséricorde. La justice punit les péchés, tandis que la miséricorde modère la punition, de sorte que l'équilibre soit rétabli par « l'équité ou l'indulgence de la compassion ». Dans ce modèle pénitentiel, justice et miséricorde étaient présentées comme les deux étapes distinctes (deux plateaux de la balance) du jugement : l'imposition de la peine puis son application. L'équilibre entre les deux plateaux était objectivement préservé par l'équité et subjectivement par la compassion. La notion d'équité canonique associée à *caritas* a fait l'objet de plusieurs études. Elle se distingue ici de l'*épikēia* aristotélicienne qui se justifie par la recherche d'une application plus efficace des lois générales à des cas particuliers et de l'égalité romaine qui oppose un critère objectif mais flexible à l'application rigide du droit strict (*ratio stricti iuris*).

5. Décret, D. 50 c. 14.

6. Décret de Gratien, D. 45 c. 10.

Une première interprétation de cette métaphore révèle les doutes des canonistes qui assimilent les deux plateaux de la balance aux deux procédures judiciaires opposées que sont la condamnation et l'acquittement. Ils font observer que la recherche de l'équilibre entre les deux plateaux suppose qu'ils contiennent des éléments différents. Cette exigence d'équilibre, note par exemple Simon de Bisignano (vers 1177-1179)⁷, repose sur une contradiction : on ne peut pas raisonnablement s'attendre à ce qu'un procès soit à la fois sévère et miséricordieux, ce serait admettre que le juge condamne puis absolve dans le même jugement. Par ailleurs, le risque d'abus d'une miséricorde mal placée ne peut que se solder par une injustice, car la miséricorde (Rufin, *Summa decretorum* c. 11 q. 4 c. 74 : *Est autem alius quintus modus quo pervertitur iudicium scilicet iniusta misericordia*), nous rappelle-t-on, peut être injuste si elle est mue par une trop grande pitié pour les « lamentations du prévenu et les jérémiades de ses proches » (*Summa* « *Omnis qui iuste iudicat* » sive *Lipsiensis* c. 11 q. 4 c. 74 : « *est iniusta misericordia quando aliquis in mala causa pauperum miseretur* »).

Mais si la miséricorde est exclue des jugements prononcés « *cum rigore* », il serait exagéré d'en conclure qu'elle n'a aucune raison d'être dans l'ordre du procès. Justice et miséricorde, nous rappellent les décrétistes, sont plus complémentaires que contradictoires dans la mesure où elles ne s'excluent pas mutuellement. D'où la nécessité de les concilier dans une vision cohérente et harmonieuse de la sentence judiciaire (*Non omnis sententia quae est sine misericordia misericordiam vetat sed illa solummodo qua dicitur misericordiam non esse adhibendam in iudicio*)⁸. Pour ce faire, la miséricorde n'est pas rejetée en dehors de la procédure judiciaire et de la justice mais elle est intégrée à l'ordonnancement juridique construit par le droit canonique. La dichotomie justice-miséricorde n'est donc plus l'expression de deux systèmes de valeurs ou de deux principes opposés.

Pour les canonistes des siècles suivants, la justice est miséricorde par son application des règles canoniques qui traduisent les valeurs de la foi chrétienne. Ce concept est toujours souligné par le célèbre canoniste Johannes Andreae au XIV^e siècle : « Le but vers lequel tend le droit civil est de préserver la justice pour pouvoir régler les litiges, car sa fin principale est de préserver la société civile, le but vers lequel tend le droit canonique, en revanche, est de régler les litiges pour préserver la justice, car sa fin principale est d'ordonner la vie en Dieu et selon les Évangiles pour que l'homme puisse atteindre la gloire ; il ne peut y avoir d'ordre en Dieu si la justice n'est pas préservée car c'est par elle que les actions les plus intimes sont réglées pour être ordonnées en Dieu » (Johannes Andreae, *Quaestiones mercuriales*, Ad regulam 2., Venise 1485, sans foliotation).

7. Simonis de Bisignano, *Summa decretorum*, D. 50 c. 14.

8. Stefanus Tornacensis, *Summa decretorum*, D. 50 c. 14.